

LE P'TIT NOIR



5000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS PREVUES EN EUROPE CHEZ RENAULT

post édité par kuhing

Alors que son PDG Carlos Ghosn ne touche pas moins de 5,2 millions d'euros net annuel et que Renault a réalisé plus d'un milliard et demi de bénéfices, le même Ghosn annonce la suppression de 5000 emplois en Europe dont 1000 en France à titre "préventif" selon ses propres termes. Peut-il y exister de plus grand cynisme ? Alors, travailleurs de chez Renault, pouvez vous accepter l'inacceptable ? N'est-il pas temps de prendre solidairement vos usines et de les faire tourner en autogestion à votre propre profit intégral ? Vos syndicats ne défendent pas ce projet ? Et bien quoi de plus clair : leurs dirigeants sont des traîtres. Travailleurs de chez Renault, n'est-il pas temps prendre vos affaires directement en mains ?



Carlos Ghosn PDG de RENAULT

post édité sur le forum Anarchiste le 25 juillet 2008

Une approche anarchiste de la lutte des classes

Texte de Berckman

–Table des matières

- [Une approche anarchiste de la lutte des classes](#)

- [De quoi parlons nous quand nous parlons de classes sociales ?](#)
- [De quoi parlons nous quand nous parlons de lutte de classe ?](#)
- [Conception marxiste de la lutte des classes.](#)
- [Une conception anarchiste de la lutte des classes ?](#)
- [Définir la propriété. La propriété et le pouvoir-contrainte](#)
- [Propriété formelle, propriété réelle.](#)
- [Propriété et contrôle des moyens de production comme fondement de l'antagonisme de classe.](#)
- [Des classes « intermédiaires » traversées par des intérêts multiples.](#)
- [La question de l'État.](#)
- [De quoi nous ne parlons pas quand nous parlons de lutte des classes ?](#)
- [La lutte des classes, une lutte qui s'inscrit pour nous dans la lutte contre toutes les dominations.](#)

De quoi parlons nous quand nous parlons de classes sociales ?

Une classe est un groupe social, un ensemble d'individus caractérisés par une position similaire dans les rapports de production. Ces rapports de production sont les rapports sociaux (interactions entre individus et groupe d'individus, rapports de pouvoir et de propriété entre individus et groupes d'individus).

De quoi parlons nous quand nous parlons de lutte de classe ?

La lutte des classes est une notion souvent associée à Marx et à la théorie marxiste. Elle exprime le conflit d'intérêts entre classes sociales, autour des rapports de production et de reproduction.

Conception marxiste de la lutte des classes.

La conception marxiste oppose ceux qui possèdent les moyens de production et tirent de ce fait une plus-value du travail d'autrui en obligeant les travailleuses et travailleurs à un sur-travail, approprié par les patrons et les actionnaire, et ceux -les travailleuses et travailleurs- qui sont obligé de vendre leur force de travail pour vivre. Entre ces deux classes aux intérêts clairement antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat, il existe d'autres classes (paysannerie, professions libérales, petite bourgeoisie...) aux intérêts plus ambigus, mais amenés à pencher, au gré de la situation du moment, et du développement des forces productives, d'un côté ou de l'autre des deux grandes tendances antagonistes. Dans la conception marxiste, c'est donc la propriété ou l'absence de propriété des moyens de production et de distribution qui joue un rôle central dans l'antagonisme de classe. Il se structure notamment autour du salariat, qui implique un rapport d'exploitation et de subordination exercé par les patrons sur les ouvriers.

La conception marxiste fait de la lutte des classes le moteur de l'histoire. Elle est marquée par un « finalisme » historique, qui estime inéluctable l'avènement de la société sans classe (et donc la fin de la lutte des classe par la « synthèse » que constitue l'instauration du communisme par l'intermédiaire de la révolution socialiste (et de la dictature du prolétariat étant censée entrainer le « dépérissement de l'État »).

Dans l'acception marxiste orthodoxe, l'ensemble des faits sociaux et historiques sont liés en dernière instance à la lutte des classes, et l'infrastructure économique (les rapports de production) détermine en dernière instance la superstructure politique (idéologie, rapports de pouvoir, etc...)

Une conception anarchiste de la lutte des classes ?

Si nous constatons bel et bien l'existence d'intérêts antagonistes dans la sphère des rapports de production, il paraît peu satisfaisant de ne retenir que la propriété (ou son absence) comme élément structurant des rapports de production.

Plus fondamentale est la notion de contrôle, qui est liée à la notion de pouvoir, dans tout la complexité que renferme ce dernier terme dans la langue française.

Définir la propriété. La propriété et le pouvoir-contrainte

Dans l'esprit commun, être propriétaire quelque chose c'est en avoir l'usage et l'usufruit. C'est à dire pouvoir choisir l'usage qui en est fait (l'utiliser, le détruire tout ou partie, le céder), bénéficier des richesses qui en sont extraites.

La propriété, est en fait surtout un acte juridique et son résultat, qui signifie la reconnaissance légale de cette possession, par le pouvoir constitué (le ou les États), qui transcrit dans le droit cette possession. La propriété est donc d'abord et avant tout un acte de pouvoir. La propriété n'est pas une réalité a-sociale. C'est une relation sociale, interindividuelle. Le fait de s'ériger propriétaire suppose dans le même temps qu'on s'accorde l'usufruit et la possibilité de détruire, modifier ou céder un bien, qu'on en prive les autres individus. Cette réalité est valable tout autant à l'échelle de l'individu humain (personne physique), qu'à celle de « l'individu » entendu au sens d'une institution (personne morale), au sens le plus large de ce dernier terme (système de relation sociale, structure sociale dotée d'une certaine stabilité dans le temps).

La propriété prive donc (l'autre) autant qu'elle accorde (à soi). « La propriété, c'est (donc) le vol » comme l'a affirmé avec fracas Proudhon, et ce à l'exception de la propriété d'usage ou possession individuelle de biens en quantité suffisante pour ne pas priver autrui.

Pour que l'affirmation personnelle ou juridique « ceci est à moi (ou nous) » que renferme la propriété ait une réalité matérielle, il faut la capacité bien réelle et matérielle d'empêcher les autres individus -personnes physiques ou personnes morales) d'en user, d'en bénéficier et de la détruire, le modifier ou le céder. La propriété est donc un acte de pouvoir qui repose sur un rapport de force physique, et symbolique : Elle est l'expression de deux pouvoirs, le pouvoir-brutal et le pouvoir d'influence. Pouvoir d'influence, c'est à dire la capacité de convaincre ou persuader autrui, ou au moins la majorité de la société de la légitimité de cette propriété, ou de convaincre ou persuader ceux qui disposent du monopole ou de l'essentiel de la force brutale (l'État en tant que groupe social par exemple). Il s'agit ici du recours à l'idéologie, à la rhétorique et aux outils de persuasion que sont les arguments de droit divin (Dieu m'a donné ce bien), d'autorité (tel chercheur, tel texte de référence conclue à ma légitime propriété sur ce bien), de capacité(c'est parce que je suis plus a même que les autres d'user, de bénéficier et de modifier de manière profitable de ce bien que la propriété doit légitimement me revenir), d'antériorité (c'est parce que moi ou mes ancêtres étions là les premiers que nous avons le droit légitime de la propriété sur ce bien matériel ou cette terre). La religion, le contrôle des idées et de leur diffusion, les idées telles que la nation, le droit naturel, voire la science instrumentalisée sont le relais de ce pouvoir d'influence. Mais celui-ci n'est que la forme la plus élaborée du pouvoir (qui permet de dépasser le strict rapport individuel et donc de convaincre d'autres personnes d'exercer le pouvoir brutal pour son propre compte), qui permet d'éviter le recours à la force.

Le pouvoir brutal, quand à lui, c'est la contrainte physique, les coups et blessures, le meurtre, ou la menace sur les autres individus, de manière directe ou indirecte (par exemple en menaçant ou contraignant les personnes qui lui sont liées affectivement).

La propriété est donc avant tout un acte de pouvoir brutal, reposant la contrainte -ou la menace de la contrainte qui suppose donc l'existence et la possibilité de la contrainte-. En ce sens, il paraît peu raisonnable d'affirmer que l'économie détermine le politique en dernière instance, puisque c'est le pouvoir (brutal ou d'influence) qui permet la propriété. Bien sûr, en retour, la propriété et l'exploitation qui en découle ont permis l'accumulation de richesse et ainsi l'extension du pouvoir, de l'échelle locale à l'échelle mondiale.

La question n'est pas ici d'affirmer l'existence d'un principe premier prédéterminant, le pouvoir, (qui remplacerait la propriété et l'économie comme principe premier), mais de montrer que l'affirmation de Marx et des marxistes selon laquelle l'infrastructure économique détermine en dernière instance la superstructure politique est gratuite et ne résiste pas à l'analyse. On préférera montrer que ces deux RÉALITÉS MATÉRIELLES (la contrainte est autant une réalité matérielle inscrite dans le sang et la chair des êtres humains que les biens éphémères ou durables) sont indissociablement liées et sont la conditions l'une de l'autre, dans un rapport dialectique (l'une détermine l'autre et cette dernière détermine la première).

Propriété formelle, propriété réelle.

La propriété en tant que concept juridique dépend donc de ce double aspect du pouvoir : pouvoir d'influence, contrainte (pouvoir brutal). Dans un système social où un groupe social détient le monopole de la force, cherche à le détenir, ou s'arroge le monopole de l'usage légitime de la force, c'est à dire dans un système social étatique, la propriété, individuelle, privée, collective ou étatique est donc garantie par le ou les Etats, c'est à dire en dernier

ressort leur appareil de contrainte (police, justice, armée), si leur appareil d'influence (école, université, médias, législation, idéologie dominante et conception sous-tendant la légalité et la notion de la légitimité) échoue.

On distingue différents régimes de propriété formelle :

* La propriété individuelle. Celle-ci peut correspondre à la propriété foncière (terrain, habitat, immeuble) ou à la propriété d'un produit. S'il s'agit de propriété d'usage d'un bien foncier ou d'un produit, on peut distinguer différentes situations : selon que le produit soit rare ou non, selon qu'il s'agisse d'un logement dont on se sert pour soi-même ou au contraire d'un logement loué, selon qu'il s'agisse d'un terrain exploité par le seul paysan ou loué en fermage, ou dont l'exploitation se fait en recourant au salariat... Si l'on envisage la question des rapports de production, celle qui nous intéresse et qui joue un rôle déterminant dans l'antagonisme de classe, il s'agit dès lors de la propriété des moyens de production (champs, mine, atelier, usine...) et de distribution (transport, magasins, etc...).

Cette propriété peut être individuelle.

* La propriété collective, qu'il s'agisse de moyen de production et/ou de distribution, de foncier ou de produit.

Cette propriété collective peut avoir deux formes :

1) Il peut s'agir de la propriété d'un groupe d'individus sur des biens fonciers ou produits, sur des moyens de production et/ou de distribution, à l'exclusion des autres groupes d'individus. C'est le cas de la propriété sous forme d'actionnariat, qui est une forme de propriété privée partagée. C'est une propriété « collective » au sens où il n'y a pas un seul propriétaire mais plusieurs, privée, au sens où elle est privatisée, elle signifie l'appropriation d'une chose au dépend des autres. C'est le cas de la copropriété foncière également. Il peut s'agir de la propriété collective de travailleuses et travailleurs sur leur outil de production et/ou de distribution, dans un système économique où il existe d'autres formes de propriété. Il s'agit ici du régime de propriété des coopératives. C'est enfin le cas de la propriété étatique. Nous reviendrons sur cette dernière.

2) Il peut s'agir de la propriété sociale, c'est à dire de l'ensemble de la société. C'est à cette propriété collective sociale que nous faisons référence en tant qu'anarchistes communistes, quand nous faisons référence à la propriété collective ou commune des moyens de production et de distribution. Par société nous entendons ici l'ensemble des producteurs et productrices, dans une société sans classe. Cette propriété sociale est en soi l'abolition de la propriété (au sens privatif précédemment défini), c'est le communisme.

Nous avons vu que la propriété réelle signifie l'usufruit, c'est à dire la capacité d'user librement du bien approprié, d'en tirer les fruits que l'on peut en tirer, de la modifier, le vendre ou détruire tout ou partie. La propriété réelle est donc liée au contrôle effectif que l'individu ou le groupe propriétaire a du bien approprié. En l'occurrence, en ce qui concerne les moyens de production et de distribution, le contrôle signifie la capacité de décider ce qui est produit, pourquoi, pour qui, comment, de bénéficier de ce qui est produit ou d'en faire bénéficier les personnes de son choix. Le contrôle signifie donc la gestion, la capacité de décider, ce qui nous ramène à la notion de pouvoir (pouvoir faire, ou pouvoir faire-faire).

Dans le cas de la propriété étatique, nous sommes ainsi confronté à une dissociation entre la propriété formelle et la propriété réelle. L'État est défini, selon le cas, comme étant le représentant de la souveraineté d'un groupe social donné, qu'il s'agisse de la nation (dans le cas d'une dictature nationaliste), du peuple (dans le cas d'une « démocratie » parlementaire dite « représentative »), du prolétariat (dans le cadre d'un État dit « socialiste »). Dans le discours étatiste, la propriété étatique se confond avec la propriété du groupe social représenté (peuple, nation, prolétariat). C'est ce tour de passe passe qui permet à la social-démocratie de présenter les services publics et les entreprises nationalisées comme des propriétés collectives et sociales du peuple, aux socialistes étatistes (marxistes étatistes, léninistes, trotskystes, staliniens, maoïstes, blanquistes, etc) de présenter l'étatisation des moyens de production et de distribution (nationalisation, planification étatique,...) comme propriétés collectives et sociales du prolétariat, des nationalistes de présenter l'économie étatisée et dirigiste comme propriété collective et sociale de la nation.

Mais pour le peuple dans sa grande majorité, pour les habitants de la « nation » (sic) dans sa grande majorité, pour le prolétariat dans sa grande majorité, le contrôle sur ces moyens de production et de distribution, c'est à dire le pouvoir réel (et non formel) de décision sur ce qui est produit, comment, pour qui, pour quoi, à quel prix, est nul ou très faible, puisque la structure hiérarchique, la division entre dirigeants et dirigés garantis aux dirigeants la réalité du contrôle, c'est à dire la propriété réelle, même si la propriété formelle est celle « du peuple », « de la nation », « du prolétariat ». C'est cette confusion qui a permis aux léninistes de présenter un État dit « ouvrier » comme le socialisme, la nationalisation comme une propriété commune, et faire miroiter ainsi l'illusion de l'économie contrôlée par les travailleurs.

Or la persistance de la division dirigeants-exécutants est la négation dans la réalité de cette affirmation formelle. Cette division est elle-même basée sur le double aspect du pouvoir que nous avons évoqué : le pouvoir d'influence (d'où l'importance de la propagande, et l'enjeu qui consiste à faire croire aux travailleurs et travailleuses qu'en travaillant pour l'État ils travaillent pour eux, alors qu'en réalité les richesses créées sont contrôlées par les dirigeants, par l'État), et le pouvoir de contrainte matérialisée par la police, la justice, l'armée comme groupes sociaux distincts de la population, entre les mains d'un parti ou d'une minorité.

Faute de contrôle, la propriété réelle des moyens de production est donc entre les mains de l'appareil d'état, c'est à dire des militaires, policiers, juges ou commissaires politiques usant de la contrainte, mais aussi et surtout des bureaucrates et politiciens intellectuels (entendons par là les idéologues politiques se présentant comme avant-garde, exerçant le pouvoir dans les ministères ou les « comités centraux » parallèles) usant de leur pouvoir d'influence.

La chose est valable pour les entreprises étatiques (nationalisées) en système capitaliste mixte.

Propriété et contrôle des moyens de production comme fondement de l'antagonisme de classe.

La question du pouvoir, la question de l'exploitation, la question de l'appropriation.

De même, la seule notion de propriété ne suffit pas à rendre compte des rapports de classes et de l'antagonisme de classe en société capitaliste privée comme dans un capitalisme d'État affublé du nom de « socialisme », de même que dans un capitalisme mixte de type social démocrate (ou coexiste entreprises privées et entreprises publiques).

En effet, comment rendre compte dès lors de la position de classe d'un PDG d'entreprise ou d'un cadre supérieur, qui sans être propriétaire des moyens de production (au moins des actionnaires) n'en a pas moins un rôle déterminant dans le processus de décision (ce qui est produit, comment, pour qui, etc...), quand à l'usage de ces moyens de production et de distribution, qui approprie une partie des richesses produites en les volant aux travailleurs-euses, sous la forme de salaires mirobolant, stock-options, etc... et qui se situe résolument dans le camp de la bourgeoisie ? Comment rendre compte de la position de classe d'un haut fonctionnaire (du point de l'antagonisme de classe) dirigeant une entreprise étatisée, qui n'est pas propriétaire mais décide de ce qui est produit, s'approprie une partie (sous la forme d'un salaire très élevé) des richesses produits mais ne se situe résolument pas dans le camp du prolétariat ?

Comment à l'inverse ranger dans le camp de la bourgeoisie le travailleur indépendant, propriétaire de son moyen de production (par exemple un atelier), et qui pour autant n'emploie et donc n'exploite pas de travailleurs, comme le sont nombre de petits paysans et artisans ? Faut il ranger le fonctionnaire d'exécution des services publics (employé à l'exécution de tâche), hors la police, la justice, l'armée, les gardiens de prisons, dans le camp des exploités ?

Ce qui définit dès lors l'antagonisme de classe, c'est donc non seulement la question de la propriété mais aussi celle du contrôle. La lutte des classes est donc un conflit d'intérêts irréductibles sur le plan économique entre les individus qui possèdent et/ou contrôlent les moyens de production (fonctionnaires d'autorité, patrons, actionnaires, politiciens, militaires...), et qui composent LES classes dominantes (bureaucratie, classe politique, bourgeoisie, classe militaire,...) d'une part, et ceux, d'autres part, qui ne contrôlent pas les moyens de production et de distribution et sont obligés de vendre leur force de travail (« manuelle » et/ou « intellectuelle », la séparation entre ces deux sphères étant loin d'être toujours évidente à leur temps, pour survivre, les travailleuses et travailleurs (ouvriers, employés, fonctionnaires d'exécutions dans les services publics) d'autre part. Mais aussi et surtout entre celles et ceux qui exploitent la force de travail des autres, des travailleurs, s'approprient les richesses qu'ils créent, et ceux dont le produit du travail est en partie volée (les marxistes appellent ce vol la « plus-value » ou sur-travail, les capitalistes l'appellent « profit », appelons le « vol » à l'instar de Proudhon,...) par celles et ceux qui les exploitent.

A la question de la propriété et du contrôle, s'ajoute donc celle de la subordination (le rapport hiérarchique qu'induit le salariat et qui permet au patron de diriger le travailleur salarié, de lui voler une partie de ce qu'il crée, mais aussi de le priver de moyen de subsistance en le licenciant) et de l'exploitation (le fait de s'approprier une partie – la plus importante- de la valeur de ce qui est produit au nom de la propriété, du capital, de l'investissement, du risque et de la responsabilité).

D'un côté celles et ceux qui détiennent propriété et capital (la transcription numéraire des richesses possédant une valeur d'échange) mais aussi capital culturel (au fondement du pouvoir d'influence, liée à la séparation du travail dit « manuel », d'exécution et du travail dit « intellectuel » de décision) , de l'autre celles et ceux qui soit en sont privé, soit en détiennent une part ridicule qui ne leur assure aucun contrôle sur leur vie, sur l'économie, sur ce qu'ils produisent, sur leur travail et la manière dont il s'organise.

Celles et ceux qui s'approprient les richesses créées, bourgeoisie, politiciens, actionnaires et patrons, ont tout intérêt à en approprier le plus possible, d'où la pression à la baisse sur les salaires, d'où la pression à la hausse sur le temps de travail, d'où le durcissement des conditions de travail pour accroître la productivité, d'où les licenciements pour faire baisser le coût de la main d'œuvre plutôt que de partager le travail et son produit. En général, ceux-ci sont très conscients de leurs intérêts, mais comme ils ont tout intérêt aussi à préserver cet état de fait inégalitaire, d'oppression et d'exploitation, ils cherchent à masquer ces intérêts au nom de « l'intérêt commun », à légitimer l'état de fait au nom du droit naturel, de la propriété, du risque, de l'investissement, de la

responsabilité, etc... en évacuant soigneusement l'origine première de leur position (le vol, l'exploitation, et la propriété qui le garantit, l'héritage...).

Celles et ceux qui sont obligés de se salarier pour vivre, qui sont exploités, ont tout intérêt à récupérer le maximum de ce qui leur est volé (donc de chercher à avoir de meilleurs salaires, ou d'abolir ce vol, et donc l'exploitation que sont le capitalisme et le salariat), à travailler le moins possible en étant le mieux payé possible (puisque'ils ne bénéficient pas de l'intégralité de ce qu'ils produisent), de contester la domination qu'ils et elles subissent.

Ces intérêts de classe s'expriment indépendamment de la conscience qu'en ont les individus qui la composent. L'idéologie dominante contrôlée par les classes dominantes légitime l'état de fait et explique en partie le fait que nombre d'individus des classes exploitées n'aient pas une conscience entière de leurs intérêts fondamentaux de classe. Celle-ci vise à leur faire admettre le vol qu'il subissent comme légitime, et de ce fait à conclure à la convergence d'intérêts entre exploités et exploités. Pour autant, l'aspiration légitime de tout être humain au bien être, à la liberté et au bénéfice de ce qu'il produit à part égal avec tous les contributeurs indispensables du processus de production est en contradiction totale avec cette illusion que représente la notion « d'intérêts convergents ». L'inégalité sociale structurelle de la société de classe en est une seconde. Dès lors, la lutte des classes n'est pas une « notion » ou un « concept » auquel il convient d'adhérer, mais le terme qui désigne l'antagonisme observable entre les intérêts des classes dominantes telles que nous les avons définies et des classes dominées sur le plan des rapports de production, mais aussi de la société (puisque la production a un impact fondamental sur la vie concrète en dehors du lieu de production).

Des classes « intermédiaires » traversées par des intérêts multiples.

Les travailleurs indépendants (artisans, paysans, et professions libérales tous sans salarié-e-s), n'exploitent pas directement le travail d'autrui (pas de plus-value ou vol, pas de lien de subordination, une propriété des moyens de production qui a priori ne prive pas les autres individus de la possibilité de vivre et survivre, leur égal contrôle sur l'économie). Formellement, ils ne sont pas non plus exploités par un patron. Pour autant, ce qui oppose les premiers (artisans et paysans sans salariés) aux seconds (professions libérales), c'est souvent le niveau de revenu ou l'identification symbolique et culturelle. Celles des seconds les rapproche de la bourgeoisie dont ils sont le plus souvent issus, ou culturellement proche. Qui s'appuie sur une sur-valorisation du travail dit « intellectuel » par rapport au travail dit « manuel » correspondant aux intérêts des classes dominantes précitées.

Celles des premiers les rapproche des ouvriers dont ils sont souvent issus, avec souvent pour mobile d'échapper à la subordination patronale. Le travail « manuel » des uns, « intellectuel » des autres les polarise de manière opposées, même si un certain nombre d'individus échappent à ces tendances, et si les artisans qui deviennent patrons, dans des petites entreprises, se mettent à tirer de la plus-value d'autres travailleurs sans pour autant acquérir le niveau de revenu de la bourgeoisie. On peut alors parler de petite ou moyenne bourgeoisie. Les tendances et intérêts contradictoires qui traversent ces classes intermédiaires sont tiraillées au gré du rapport de force entre les classes, mais aussi conduisent à l'expression d'intérêts propres.

On peut ajouter à ces deux classes celle des petits et moyens cadres, sans grand pouvoir de décision, mais qui tirent profit de la nécessité pour les classes dominantes d'un appareil hiérarchique développé et nécessaire au maintien de leur domination. Leur position hiérarchique tend à faire converger leurs intérêts au profit des classes dominantes (dont ils peuvent tenter de reproduire les pratiques à une échelle inférieure en recourant au petit actionariat), même si dans les situations de crises, comme en 2001 en Argentine, ceux-ci peuvent en voyant leur position sociale s'effondrer prendre le parti -souvent de manière temporaire-, des classes dominantes.

De même, la base de l'appareil répressif d'État (policiers, militaires, juges...), sans pour autant bénéficier d'un revenu important, voit en tant que classe ses intérêts intrinsèquement liés aux classes dominantes puisque seul les rapports dirigeants/dirigé-e-s, exploités-exploité-e-s liés à la société de classe justifie leur existence parasite comme groupe social.

La question de l'État.

L'État n'est pas un instrument neutre. Il garantit la propriété, les positions de pouvoir dans le domaine économique et politique au moyen du monopole revendiqué de la force légitime. L'État est un groupe social composé d'une intelligentsia politicienne, politiciens et bureaucrates -fonctionnaires d'autorité-, et des moyens de contrainte que sont la police, la justice et l'armée. Le groupe social composant l'État pille une partie des richesses créées par les travailleuses et travailleurs, appropriée au moyen des impôts, mais aussi, dans le cadre de l'existence d'entreprises nationalisées, en se substituant à la bourgeoisie pour l'appropriation de la « plus-value ». Les hauts fonctionnaires et chefs d'entreprises publics encaissent des salaires et jetons de présence que rien dans

leur activité purement parasitaire ne justifie. Dans le cadre d'une économie étatisée (capitalisme d'État même masqué sous le terme « d'État socialiste »), c'est l'ensemble de la plus-value qui est appropriée par l'intelligentsia constituée en bureaucratie contrôlant l'ensemble de l'économie. Qu'elle le fasse « au nom du prolétariat » et en se prétendant son avant-garde n'y change rien.

De quoi nous ne parlons pas quand nous parlons de lutte des classes ?

Au contraire des marxistes, nous nous opposons au « finalisme historique » qui relève du charlatanisme pseudo-scientifique. Les marxistes ont tiré leur influence politique et leur pouvoir de la prétention d'un « paradis prolétarien » en URSS qui s'est avéré un immense baignoire capitaliste d'état pour les prolétaires, mais aussi de la prétendue « scientificité » de leur théorie. En science sociale comme en politique, on ne peut faire que des constats et des hypothèses, discutables en tant que telles puisque ceux-ci dépendent des facteurs que l'on prend en compte. Le domaine des prévisions relève de « Madame Irma » ou de Nostradamus, de la religion, mais pas des sciences sociales. Les prêches réguliers et millénaristes sur « l'accroissement des contradictions du capitalisme » « liées » à la « baisse tendancielle du taux de profits » se sont heurtées jusqu'à présent à la capacité d'adaptation permanente du capitalisme, qui n'a pas hésité à recourir au fascisme quand la montée du processus révolutionnaire le menaçait. Tout cela est fort peu matérialiste, et au risque de froisser, relève de l'idéalisme le plus éculé, à une dérive scientiste que dénonçait déjà Bakounine, quand il mettait en garde contre le « gouvernement des savants ».

La seule chose que nous pouvons affirmer, c'est que la marche actuelle du capitalisme et le recul du rapport de force pour les classes dominées conduit à un accroissement de l'exploitation favorisée par la financiarisation accrue de l'économie favorisée par la « mondialisation accrue du capitalisme », que la sur-exploitation des ressources énergétiques conduit à un régime de guerre permanente. Que face la barbarie qui pointe son nom, nous choisissons le communisme libertaire comme alternative, parce qu'elle nous paraît la plus valable. Mais l'histoire humaine n'est pas le fait de forces extérieures aux êtres humains. Elle est certes influencée par des logiques structurelles (liée à l'influence des rapports sociaux, à celle des milieux, au poids des héritages conséquence de l'interaction collective qu'est la société, une réalité en mouvement qui puise sa dynamique autant dans le passé que dans le présent...), mais elle est aussi le fruit de la volonté humaine.

La lutte des classes, une lutte qui s'inscrit pour nous dans la lutte contre toutes les dominations.

La lutte des classes est une réalité fondamentale, elle n'est pas pour autant le moteur de l'histoire, même si elle a un double effet d'inertie et de dynamique qui détermine nombre de phénomènes sociaux et historiques. Aux rapports de classes s'ajoutent la logique de pouvoir, la lutte entre les dynamiques d'entraide et les dynamiques de concurrence qui parcourent la société, le poids des logiques patriarcales et coloniales qui lui sont en partie liées mais pas réductibles (la société de classe est postérieure au patriarcat), l'addition des actes des individus et des groupes, en interaction, qui n'est pas réductible au seul intérêt économique, ni aux seules nécessités de la survie... Nous savons seulement où sont nos intérêts dans cette lutte des classes qui caractérise la société dans le système étatique et capitaliste, qu'il soit privé, mixte ou d'état. Nous sommes dans le camp des exploités-e-s luttant pour la fin de toute exploitation.

La lutte des classes est un des aspects de la lutte entre dominant-e-s et dominé-e-s. Notre intervention dans la lutte des classes en tant que travailleuses et travailleurs anarchistes est l'un des aspects d'une lutte générale contre l'ensemble des dominations : les relations de pouvoirs sont inter-reliées, et convergent fondamentalement : elles s'alimentent mutuellement. L'approche anarchiste de la lutte des classes s'inscrit dans la lutte contre le principe de la division sociale entre dirigeant-e-s-exécutant-e-s, dominant-e-s-dominé-e-s : elle identifie l'enjeu que représente les relations de pouvoir au même titre que les relations d'exploitations, qui en sont un des aspects. Pour cela, nous devons remettre en cause la division et la séparation entre le travail intellectuel et manuel, les inégalités fondées sur les prétendues « capacités », et la sur-valorisation du « travail complexe » (c'est à dire « intellectuel ») commun à la théorie marxiste comme à la théorie capitaliste : le travail est un tout social : conception et organisation n'ont aucune réalité matérielle sans l'exécution, la fabrication matérielle. Les personnes qui étudient le peuvent actuellement que parce que d'autres (les travailleuses-euses ma,nuel-s) les nourrissent, les logent et les entretiennent par leur travail, il n'y a aucune raison qu'ils en tirent des revenus plus élevés. L'égalité économique et sociale est un objectif fondamental dans la perspective d'une société sans classe.



//Une discussion très dense a suivi le texte du dernier congrès de 2008 d'Alternative Libertaire Voici ce texte ://

IXe congrès d'AL : Œuvrer à l'unité des anticapitalistes

Environ 90 militantes et militants se sont retrouvés les 10, 11 et 12 mai dernier à la bourse du travail de Saint-Denis (93) pour le IXe congrès d'AL. Beaucoup de jeunes, étudiantes, étudiants et/ou salarié-e-s, étaient présents, signe qu'AL n'a pas raté son intervention lors des mobilisations de la jeunesse de ces dernières années et que son renouvellement générationnel est assuré.

Le congrès a commencé par essayer d'analyser la victoire de la droite décomplexée en 2007. Cette victoire confirme un double coup de barre à droite. Un au sein de la droite décomplexée menée par Sarkozy, chantre de l'individualisme dont « l'élection montre à quel point les défaites sociales encaissées ces dernières années ont fait des ravages dans la conscience de classe du prolétariat ». L'autre au sein de la gauche parlementaire qui, bien qu'elle ne porte « plus depuis longtemps de projet politique alternatif à celui de la droite, [...] a néanmoins réussi à s'ériger en rempart contre Sarkozy, bénéficiant de la peur que celui-ci inspire à de nombreux travailleurs et travailleuses ». Un gouvernement pantin du patronat

Les textes débattus analysaient ensuite les caractéristiques du programme de la droite, à la fois libéral et réactionnaire, et la façon dont elle entend briser les minorités agissantes au sein du mouvement social.

Concernant les grèves de l'automne 2007, un débat s'est engagé sur l'appréciation de leur issue. Le texte adopté est nuancé : « Même si dans ces entreprises publiques, les travailleuses et les travailleurs se sont battus et n'ont pas eu le sentiment d'être vaincus, le fait que le gouvernement n'ait cédé sur aucun des points contestés par les assemblées générales de grévistes, démontre qu'il s'agit bien d'une défaite. »

Enfin, la droite décomplexée contribue largement à la banalisation des idées d'extrême droite, que le mouvement antifasciste, sans doute trop focalisé sur le FN et les groupuscules d'extrême droite, n'a pas réussi à enrayer.

Un texte spécifique était consacré à l'état de la conscience de classe et à l'identité du prolétariat aujourd'hui. Le syndicalisme de lutte à l'épreuve

Concernant l'intervention syndicale des militantes et des militants d'AL, la CGT et Solidaires ont évidemment été au cœur des débats. Deux textes contradictoires concernant entre autre l'appréciation de ces deux organisations été proposés. Le texte adopté affirme que « la CGT demeure l'organisation centrale de la résistance ouvrière et [que] son évolution est une préoccupation importante pour les révolutionnaires ». En effet, les luttes de l'automne 2007 ont permis de constater le « peu de poids et [...] d'impact des oppositions internes » au sein de la CGT. À l'inverse, ces luttes « ont montré l'apport indispensable des syndicats Sud-Solidaires dans les mobilisations. Pour autant la présence de syndicats de lutte et de transformation sociale, même bien implantés, si elle a été décisive, n'a pas été suffisante à entraîner les salarié-e-s dans une lutte qui puisse être victorieuse. [...] Il y a donc une nécessité impérieuse, pour eux, de chercher et de développer un travail commun, chaque fois que possible, au niveau professionnel et interprofessionnel local avec les syndicalistes et les structures lutte de classe des autres organisations syndicales. »

S'appuyant sur ce double constat, le texte conclue et argumente sur la nécessité d'œuvrer à « la reconstruction d'un syndicalisme de classe, de masse et de transformation sociale », englobant des syndicalistes de toute obédience.

Ce débat s'est poursuivi au cours de la réunion de la branche Entreprises, qui a notamment accouché d'une motion d'actualité contre la « position commune » Medef-CGT-CFDT sur la réforme des règles de représentativité syndicale.

L'implantation d'AL dans la jeunesse se poursuit et nous avons notamment diversifié notre intervention syndicale – jusqu'alors plutôt restreinte à Sud-Etudiant – en enregistrant l'adhésion de militants de la Fédération syndicale étudiante à Toulouse, Aix ou Pau.

Deux textes contradictoires étaient proposés concernant les luttes de la jeunesse. Le texte adopté reprochait au texte rejeté de trop opposer jeunesse déscolarisée ou en filière courte et jeunesse étudiante, intervention politique et intervention syndicale, et tentait plutôt d'identifier des articulations entre ces différents secteurs ou niveaux d'intervention.

Deux sessions de la branche Jeunesse, les deux soirs du congrès, ont pu discuter de son outil d'intervention, le bulletin Clash, du mouvement lycéen contre les suppressions de poste et des recompositions syndicales étudiantes en débat actuellement. Luttes de l'immigration : humanisme et lutte des classes

Alternative libertaire a été très investie dans les luttes de l'immigration de ces dernières années, que ce soit dans la création du Réseau éducation sans frontières (RESF) ou du collectif Uni-e-s contre une immigration jetable (Ucij), dans le développement d'une auprès syndicale directe en direction des travailleuses et des travailleurs sans papiers ou dans l'organisation de la manifestation nationale du 5 avril 2008. Le débat sur cette question était donc la synthèse des débats menés en amont.

Le congrès a dégagé « quatre axes pour un combat de solidarité avec les migrants : l'humanisme, la lutte de classe, l'antifascisme et l'internationalisme », notant que si RESF rassemble par son caractère humaniste, cela ne l'empêche en rien de déboucher sur des actions collectives et un élargissement de la lutte antiraciste à d'autres thématiques. Les textes ayant été écrits avant le déclenchement de la première vague de grèves de sans-papiers, une motion d'actualité est venue les compléter sur ce point. Antipatriarcat et religion

Deux textes étaient proposés concernant notre intervention antipatriarcale. Les deux se situaient dans la continuité du texte adopté lors du précédent congrès, mais en y apportant des déclinaisons pratiques. Le texte rejeté souhaitait de plus trancher certains débats en cours dans AL, entre autres en rejetant la notion de « classes de sexes ».

Le texte adopté ne tranche pas ces questions mais dégage quelques initiatives susceptibles de servir de levier pour la relance de luttes unitaires contre le patriarcat, telle que la mobilisation contre la venue du pape à Paris et Lourdes en septembre 2008.

Les coordinations fédérales de préparation du congrès ayant fait le choix de privilégier les débats stratégiques plutôt que les débats idéologiques, les textes concernant nos interventions contre l'idéologie sécuritaire ou les religions et notre soutien aux luttes indépendantistes ont été débattus très rapidement et, dans le dernier cas, n'ont pas été adoptés. Quels fronts anticapitalistes pour quels objectifs ?

Le texte sur les fronts anticapitalistes reprend certains aspects des textes, jusqu'alors internes, déjà adoptés depuis un an, en les complétant et en les précisant. Ainsi, après avoir noté la « crise idéologique et politique profonde de la gauche institutionnelle », le texte identifie trois « centres de gravité de la gauche sociale ». Le premier reste la « gauche de la rue », c'est-à-dire l'ensemble des militantes et des militants, organisé-e-s ou non, « qui considèrent que le mouvement social doit se doter d'un projet politique et que les bases de ce projet sont les pratiques de démocratie et d'actions directes développées dans les luttes, hors des cadres institutionnels ». C'est au sein de cette mouvance qu'intervient AL. Le deuxième centre de gravité reste la gauche antilibérale, dont « la campagne Bové a témoigné du flou de [son] projet et de [son] orientation politique ». Enfin, la LCR constitue le troisième pôle. Le congrès a profité de l'occasion pour trancher sur le nouveau parti lancé par celle-ci, actant que nous ne nous « reconnaissons pas dans la méthode et le projet de la LCR ».

Un débat animé a eu lieu concernant notre rapport au mouvement libertaire. Deux amendements étaient proposés. L'un comme l'autre condamnaient le sectarisme ambiant chez les organisations anarchistes : « dès qu'il s'agit d'articuler [...] expression libertaire et unité des anticapitalistes, cela reste problématique pour la plupart des organisations anarchistes qui partent vaincues d'avance et [...] se condamnent ainsi à l'impuissance. » L'amendement adopté précise de plus que : « il n'y a donc pas de raison tactique de privilégier l'unité avec les organisations anarchistes, et encore moins de raison stratégique, AL étant un courant politique spécifique » et conclue qu'AL ne doit pas faire prévaloir l'unité des libertaires sur les fronts anticapitalistes.

Une fois dessiné cet état des lieux, le texte embraye sur la nécessité et la possibilité de faire converger les anticapitalistes, organisé-e-s ou non, au sein de cadres unitaires locaux. « L'idée de résistance anticapitaliste permet de mettre en avant l'idée d'opposition frontale à la politique capitaliste Sarko/Medef, ce que la gauche institutionnelle s'est à ce jour refusé à faire. » Un front anticapitaliste « ne s'oppose pas au front social [...] mais le complète », il a « vocation à incarner une force résolument extraparlamentaire, un premier pas dans la construction d'un mouvement autogestionnaire large. »

Concluant sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces fronts, le texte donne comme première étape l'amélioration des relations avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires localement. Pouvoir populaire contre pouvoir d'État

Un dernier texte visait à « réactualiser notre critique des institutions républicaines ». En effet, « le mouvement social traverse une crise de confiance dans sa propre action directe », conséquence d'une insuffisance du débat sur le rapport aux institutions bourgeoises. Le texte répond à certaines questions actuelles et aux arguments électoralistes. Ainsi, aujourd'hui « la pression subie par [d'éventuel-le-s élu-e-s] au sein de l'institution capitaliste, leur isolement face à la désorganisation de ceux qui ont voté pour eux, se traduisent quasi-systématiquement par le ralliement des élu-e-s à une logique de gestion de l'institution », rendant peu fécondes les stratégies tribunicienne.

Mais si ce constat est vrai actuellement, dans l'absolu tout dépend des rapports de force à l'œuvre : il est « parfaitement envisageable de lier une politique de contre-pouvoirs adossée à une politique de prise de pouvoir, dès lors que la dynamique politique appartiendrait aux contre-pouvoirs. [...] La légalité et la légitimité des institutions municipales seraient de fait régulièrement remises en cause, et en même temps progressivement prises en main par l'auto-organisation populaire. »

Le texte conclut sur l'inconséquence du slogan « changer le monde sans prendre le pouvoir » et réaffirme l'actualité de notre stratégie de contre-pouvoirs.

Le lundi matin a été consacré à la motion organisationnelle, dans laquelle sont décrits les mandats des différents secrétariats et commissions d'AL.

Bref, trois jours productifs mais également conviviaux. Les premières impressions post-congrès montrent une volonté de poursuivre certains débats et dévoilent de nouvelles pistes de réflexion, ce qui était un des buts de la commission congrès : faire en sorte que les avancées dans les débats ne soient pas rangées au placard une fois le congrès clos.

Grégoire (commission Congrès)

Des invités

L'union syndicale Solidaires, les Alternatifs, la Coordination des groupes anarchistes et la LCR ont assisté aux débats et lu un message aux congressistes.

La Fédération anarchiste tenait son congrès au même moment et s'est donc excusée de ne pas pouvoir être présente.

Du côté international, la FDCA (Italie), la Nefac (Etats-Unis et Canada), l'ESE (Grèce), la SAC (Suède), le WSM (Irlande), A Voix Autres (Belgique) et la CGT (Espagne) nous ont adressé leurs salutations.

discussion

Une intervention de D2N du 30 juillet 2008 dans la discussion suivant le texte du congrès d'AL

Salut gentil Piero.

oui, je dis gentil, parce que tu me prêtes des intentions qui ne sont pas dans mes compétences, et je le regrette bien: donner des perspectives... Je suis comme tout le monde, ici: je ne perçois qu'un bout de la complexité de cette question, et je n'avance de réponses qu'au travers du prisme de mes connaissances et de mes capacités d'analyses et de mon vécu. Autant dire pas grand chose, surtout en regard de ce qui reste à connaître, réfléchir, débattre... D'où l'importance de militer dans un groupe, ou de participer à des forums quand les bonnes conditions sont réunies pour cela. Je considère qu'une des erreurs fondamentales que nous, libertaires, commettons, est de passer notre temps à s'affirmer pour exister, être vus, remarqués, donc recruter,... dans un zapping permanent en passant d'un sujet à un autre, d'une lutte à une autre, d'un lieu à un autre, et nous sommes partout, mais nulle part en réalité, car incapables bien souvent de creuser un sillon suffisamment longtemps pour que notre empreinte soit reconnaissable. Cette image d'agitateurs est justifiée après tout... et notre faible nombre n'est pas la seule explication à cet activisme en zig zag. Ce qu'il nous faut réfléchir, c'est comment influencer esprits, pratiques sociales et mouvements de protestation par notre présence et notre travail. C'est comment, en accouchant de nos propres méthodes et pratiques sociales (au sens large: culture, écologie, etc...), emmener avec nous des gens qui convergent avec nous, et cela nécessite de notre part une capacité à créer des moyens de lutte qui soient à la portée des gens, pas que des libertaires pur sucre. C'est l'intention d'AL par exemple, même s'ils se trompent de perspectives, selon mes critères. Les stratégies énoncées parfois ici me laissent penser qu'il s'agit en fait de raccrocher des militant-es aguerris qui seraient des potentiels adhérents de nos orgas, qui sont dans la

nature (=en dehors des orgas libertaires), à une locomotive organisationnelle anarchiste donnée. Et là on voit arriver des stratégies super chiadées sur le papier, avec des concepts d'alliances, de cadres permanents, de plateformes, pour influencer, faire peser la balance, ... Je ne me reconnais pas plus dans cette stratégie là que dans celle de ceux et celles qui regardent passer les trains en répétant, qu'un jour, ces trains là, s'arrêteront bien dans leur gare, y'a qu'à faire confiance au temps et à la vérité anarchiste, intemporelle et indiscutable comme il se doit... Si les organisations anars (je ne discute pas l'intérêt de s'organiser, soyons clairs) ne "mordent" pas plus sur l'opinion publique et sur les anars non encartés, c'est que nous ne savons pas leur parler. Il n'y a pas que ce facteur, évidemment, c'en est un, disons, qui relève de notre responsabilité. Si le NPA et ses gros sabots rouges arrive, c'est bien que nous ne donnons pas de perspectives à bien des gens qui nous connaissent pourtant. Bon, je retourne dans le monde réel, car, qu'on ne s'y méprenne pas, sous un discours qui peut paraître désabusé, je ne discute pas non plus de la nécessité de se battre. Disons que si j'aime bien les éoliennes, je n'aime pas les moulins à vents. Et parfois, souvent, je me donne l'impression d'en être un...

A leu, D2N

la réponse de Qierrot à D2N (le 31/07/08)

Je partage ce point de vue. On sent, et comme tu le dis aussi cette aspiration (et dans toutes les classe d'ages), à construire une opposition réelle à la politique menée. Et cette aspiration ne se traduit pas par une augmentation significative (même si AL se développe en ce moment) de nos organisations. Et comme on en convient, c'est la LCR qui ramasse un peu la mise en ce moment avec la dynamique de construction du NPA. Le champs politique et syndical traditionnel vit actuellement une mutation. Le PS abandonne peu à peu une grande partie de ses références sociales-démocrates, le PC agonise, les verts strapontinent, et l'extrême gauche n'a plus la force d'attraction qu'elle avait dans l'après 68. Quant au Mouvement Libertaire, il a du mal à trouver sa place, oscillant entre la nécessité d'être en phase avec des aspirations repérables et une posture a-historique (la culture de l'identitaire). Et on voit bien, comme tu le soulignes cette différence de postures. La volonté d'ouverture d'AL peut cependant se traduire (dans un certain et relatif héritage du gauchisme, de l'UTCL notamment) par des appels un peu incantatoires. Des appels courts, de type tracts, dont on a du mal à voir la démarche, le comment, la méthode, la faisabilité concrète...et que les gens ont du mal à s'approprier. Par exemple lancer cet appel à la création d'un Front Anticapitaliste, comme si chaque congrès devait sortir un grand appel en fanfare, en réponse on s'en doute à la création du NPA, alors que l'on ne sait pas d'avance comment définir, imaginer et même entrevoir cet espace relève un peu de l'incantation et risque fort de tomber à l'eau ou d'être agité vainement pendant longtemps. En tout cas ça aura au moins le mérite de constituer une tentative, une initiative et surtout d'illustrer une démarche que je partage. Elle aurait même pu avoir le mérite de faire "bouger les lignes" dans le mouvement libertaire s'il n'y avait ce positionnement, ou du moins ce type de formulation, vis à vis du reste du Mouvement Libertaire. Mais il y a une frange dans AL très "auto-centrée" (comme dans d'autres orgas libertaires) et qui voyant cet espace, à l'extrême, sans les electoralistes (LCR...) et sans les "anars", comme tu le relève aussi, restreindraient les choses à ce qui pourrait ressembler à une copie de l'opération LCR-NPA, mais en plus petit, autour d'AL, et donc de manière un peu ridicule...Du coup, cet appel court, s'interprète de manières différentes dans AL, dans les collectifs locaux...ce qui n'est pas un mal en soi d'ailleurs.

Alors évidemment, on voit bien qu'il y a quand même un enjeu, contre le repli identitaire, pour se rapprocher des aspirations de cette "gauche de la rue", et pour faire "bouger les lignes", et tracer des perspectives, pour le Mouvement Libertaire. Donc, l'appel d'AL, peut être une base ou une proposition de débat, comme l'est tout autant d'ailleurs l'appel de No-Pasaran, que je trouve pas mal aussi.

La question qui fait gros débat dans le groupe où je suis, avec pour l'instant une ligne de partage, est un peu de cet ordre d'idée, et peut participer à donner un point d'appui aussi pour le débat sur les perspectives. A émergé du groupe un appel à la grève générale inter-pro, lancé par des syndicalistes, lycéens, chômeurs...que nous avons porté dans nos structures syndicales (et relayé par Solidaires(SUDs) départemental), et porté dans les manifs, avec une banderolle "grève générale" distincte du cortège syndical. Nous avons appelé à des AG plus ou moins suivies. Puis le mouvement est retombé. Certains d'entre nous ont alors porté un appel à la construction d'un espace permanent, à partir d'AG ouvertes, espace unifiant de rencontres, d'échanges, de débats, d'élaboration collective, et de luttes aussi. Et donc, un espace politique aussi avec une référence anticapitaliste. Evidemment la LCR à lâché tout de suite...parce que ça s'entrechoque avec leur construction du NPA. Donc, dans l'absolu, nous avons, aurions pu construire quelque chose d'intéressant et qui rentre dans les réponses au débat que nous menons ici. Dans l'absolu, parce qu'évidemment le mouvement est retombé, mais aussi parce que ça à fait débat, en cours actuellement, chez nous. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas les forces militantes suffisantes pour être au four et au moulin pourrait on dire pour résumer. Il est difficile de tenir sur un même plan développement de l'orga, renforcement de notre implication syndicale (au niveau "interpro", dans la mesure où se sont surtout les libertaire qui sont porteurs de ça), investissements associatifs..., et le fait de "porter", dans un premier temps, l'ouverture et la consolidation d'espaces, mêmes intéressants, supplémentaires....Voilà donc... et ce type de

piste mais aussi ce type de débat illustre un peu à la fois une démarche et les problèmes auxquels nous sommes confrontés....et, ce débat mériterait d'être partagé...au delà de notre petit cercle...

Et, si, dans le mouvement libertaire on continue à se regarder en chiens de faïence, dans le meilleur des cas, ou, dans le pire, passer du temps à critiquer et démonter ce que fait le voisin, démonter toute tentative de prendre des initiatives sortant des sentiers battus, on est pas prêt d'avancer...Et, entre appels dans le vide, initiatives impossibles à porter par le manque de forces militantes et de l'autre "repli communautaire", les perspectives de développement du mouvement libertaire se restreignent, et au delà, c'est toute possibilité de peser réellement dans les mouvements sociaux, les luttes, et sur le cours des choses (et donc la possibilité de tracer le chemin de la révolution libertaire et autogestionnaire) qui en prend un coup, et pour longtemps. Et ce qui prend un coup, et on le comprend bien, c'est aussi toute possibilité d'unité du mouvement libertaire à court terme; d'où le positionnement affiché par AL, lors de son dernier congrès, et qui me fait chier parce qu'on avait pas non plus besoin d'en rajouter, etc, etc...

Pour finir, la rentrée annonce des mouvements sociaux et vont continuer à nous permettre d'expérimenter des pratiques ouvrir des horizons, des espaces, en fonction de nos réalités locales, de nos forces militantes, en fonction aussi de nos désirs et de nos souhaits (c'est toujours mieux que des recettes mal ficelées). Ensuite, l'important c'est que l'on puisse faire connaître ses expériences, les partager, les confronter, les interroger...Cela permettrait justement de donner du contenu à ce type d'appel (AL, No-Pasaran,...), cela participerait à donner du sens à cette volonté affichée de peser d'avantage sur le cours des choses. Et donc, en plus de l'axe "ouverture", il y a un axe du possible avec les libertaires, pour partager échanger, élaborer collectivement, créer du réseau et du lien (et du liant), à défaut d'unité ou en attendant, en construisant de l'unité. Dans ce cadre, et au delà des espaces locaux existants ou à construire, il reste à inventer un espace d'échanges et de débats à l'échelle hexagonale

.....

COMPTE RENDU PAR des AUTONOMES D'UNE MANIF DEVANT UN CENTRE DE RETENTION DE SP

Ce samedi était organisée une manifestation devant le centre de rétention de Mesnil Amelot, qui comme celui de Vincennes devrait être réduit en cendres.

Un rendez-vous était donc proposé à 15h30 porte de la Chapelle ; allant sur place une heure avant nous avons pu constater le quadrillage de cette zone par la police d'une part placée entre les deux stations de métro et les RG faisant leur sale besogne métro porte de la chapelle avant le rassemblement.

A 15h30 un gros déploiement de flics a eu lieu dans ce même secteur, contrôlant chaque badaud susceptible de les intéresser, et interpellant donc quinze manifestants pour les emmener au commissariat de Clignancourt, avant le rendez-vous de 16h au Mesnil-Amelot.

Devant le centre (affreux bâtiment perdu derrière l'aéroport et donnant vue directement sur les avions..) une vingtaine de personnes étaient aussi rassemblées à la bonne heure en ayant échappé à cette vaste rafle. Certaines son entrées dans le centre pour rendre visite et parler à certains détenus. Ceux-ci ont indiqué qu'il ne se passait pas grand chose à l'intérieur du centre, et que tout était très encadré.

Ce petit groupe a donc décidé de partir soutenir la quinzaine de personnes enfermées au commissariat de Clignancourt, où une vingtaine de manifestants étaient déjà pour accueillir les copains qui sont sortis un à un.

Une cinquantaine de personnes au final donc.

Nous crachons sur les méthodes policières ignominieuses (pléonasmes il est vrai) qui consistent- comme les flics le faisaient déjà avant- à empêcher les rassemblements avant qu'ils ne commencent en réduisant le nombre de participants (par ailleurs déposée, mais légale ou non on s'en fou), et en pourrissant du même coup ce qui reste de luttes pseudo légales...

Donc organisons-nous, défendons-nous, vive les ruines des centres de rétention !

(et trouvons les plans avant d'y aller...)***

Des Autonomes

Pour se rendre au centre de rétention du Mesnil-Amelot, on peut prendre la ligne B du RER jusqu'à Aéroport Charles de Gaulle 1 (Terminus 3), puis prendre la ligne de bus 701 et descendre à Mesnil-Amelot - Z.I. (1er arrêt). Le centre se situe à 100 mètres à gauche de l'arrêt.
Samedi 2 août à 16h, soyons plus nombreux devant le CRA

Incendie au CRA du mesnil amelot

(info rapportée par l'autre facteur le 2 août 2008)

Un peu plus d'info trouvé sur le site de Libé.

SOCIÉTÉ. Samedi après-midi, le centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) par lequel transitent bon nombre de sans-papiers de l'agglomération orléanaise (Libération du 25 juin 2008) a été le théâtre d'affrontements entre policiers et sans-papiers retenus. Un début d'incendie a été maîtrisé par les sapeurs-pompier et des témoins évoquent l'intervention du Samu. «Nous savons qu'il y a des blessés à l'intérieur», confie Rodolphe, de l'association Sos Sans-Papiers. Ses militants manifestaient devant les grilles du centre juste avant que l'émeute n'éclate. «En début d'après-midi, nous avons organisé une manifestation pacifique en soutien aux sans-papiers retenus. Ceux-ci ont commencé à crier de concert, puis les policiers sont intervenus pour les empêcher». (Lire la suite...)

À l'intérieur, Ismaël, un ressortissant congolais présent et salarié en France depuis sept ans, confirme: «Nous n'avons fait que crier avec les manifestants présents à l'extérieur. Alors, les policiers nous ont demandé d'arrêter et ont voulu nous faire rentrer sur le terrain de foot. Nous avons refusé, puis un incendie a éclaté. Les policiers ont alors insisté violemment, jusqu'à nous gazer et tabasser l'un des jeunes émeutiers». Il explique à Libération les raisons du malaise: «Je travaille, je paye mon loyer, mes impôts... Tout cela pour me faire arrêter un matin en allant travailler, c'est scandaleux. Certains ici sont en France depuis 24 ans ! Ils sont chargés de famille, assument leurs devoirs et on leur demande, du jour au lendemain, de quitter le territoire ?! La France n'est plus le pays des Droits de l'homme». Pour Abou N'dianor, un sénégalais vivant et travaillant à Orléans, également passé par le centre du Mesnil-Amelot en décembre 2007, il n'y a pas d'autres solutions que la régularisation: «Pour ces gens qui travaillent et sont en France depuis des années et qui ont fait des démarches de régularisation, l'expulsion est indéfendable. Il faut les libérer et les régulariser dans les meilleurs délais. C'est la seule solution viable».

En réaction à ce retour à l'ordre forcé, les sans-papiers ont annoncé qu'ils entamaient une grève de la faim illimitée pour exiger la libération de tous les retenus du Mesnil-Amelot.

En décembre 2007, ce même centre de rétention avait connu de violentes émeutes. Des cahiers de doléances avaient également été remis à la direction pour dénoncer «des conditions inhumaines de > rétention».

Mourad Guichard

Quelques réflexions sur l'organisation du travail en société libertaire.

Texte de kuhing

Comment donc concilier liberté individuelle complète et totale et socialisation de la production ?

Avant de commencer à réfléchir plus à fond à ce cette question, réaffirmons que le système basé sur le profit financier est au bout de sa course, qu'il entraîne sauvagerie, décadence et barbarie, et qu'un changement structurel de l'économie est nécessaire. Pour cela, l'autogestion généralisée me paraît être l'alternative adéquate au capitalisme. Dans autogestion j'entends gestion et coordination à et par la base des pôles de productions.

Mais pour la mise en place de ces centres de production autogérés il faut :

- La parfaite connaissance des besoins de chaque individu de cette planète. - Ces calculs pourront être obtenus et synthétisés à partir de données entrées directement par toute personne à qui sera donné la possibilité d'y participer (tout le monde)

Pour cela l'informatique me semble être l'outil adéquate utilisé à grande échelle soit par le biais d'ordinateurs individuels soit par l'installation de bornes collectives à raison d'une borne pour 10 personnes (les machines existent déjà). Ces résultats pourront être complétés par des consultations organisées directement dans des assemblées et regroupements locaux.

Pour mettre en place cette nouvelle économie et faudra organiser un nouvel aménagement de l'espace et logements.

Dans un premier temps il faudra établir une répartition géographique de la population planétaire en fonction des souhaits de chacun, sur la base de structures d'habitations au confort similaire quelque soit la région aménagée mais tout en respectant les cultures les volontés et le style local.

Il faudra donc déterminer une densité moyenne de population par km² qui ne dépendra plus de l'état économique selon l'ancien principe, d'une région mais simplement de l'espace objectif disponible sur la planète. Toutes zones : vallées, montagnes, plaines, mais aussi déserts, mers, océans et même fonds sous-marins pourront être aménagés si nécessaire de façon équilibrée pour pouvoir y habiter. L'aménagement des zones disparates demandant une quantité de travail inégale en fonction de l'endroit choisi, il faudra considérer cette partie de la remise à plat de l'aménagement du territoire comme une tâche globale et commune à toute la collectivité humaine. Une rotation des tâches pourra être établie pour cette réalisation. Il sera nécessaire d'adapter ces constructions, en fonction des motivations et engagements de chacun dans le projet de rénovation de l'habitat planétaire. Les critères de constructions établis dans le respect de l'environnement aussi bien concernant les matériaux utilisés que les sites devront être mis en place toujours à partir d'une coordination globale des avis et souhaits de chacun. Toujours en fonction des souhaits répertoriés de chacun à la base, il faudra sans doute construire des zones d'habitations collectives mais également individuelles en quantité suffisante pour loger les 4 milliards d'humains. Habitations collectives et individuelles devront offrir une qualité similaire pour chacun. Dans ce processus il faudra sans doute détruire un grand nombre de logements qui ne remplissent pas les conditions d'espace et de salubrité dont l'homme aura besoin pour évoluer et s'épanouir sereinement. Ainsi l'extrême concentration urbaine mise en place par le système capitaliste sera vraisemblablement démantelée. L'émulation et l'objectif d'obtenir au bout de cet effort un logement confortable pour chacun devrait être une motivation suffisante pour que l'immense majorité se mette au travail. Il ne s'agira pas pour 4 milliards de personnes de prendre la pelle et la pioche en même temps mais d'axer l'ensemble du système économique vers ce projet. Mais tout le monde n'a pas les mêmes aptitudes, la même capacité de travail ni la volonté de l'accomplir. Alors pourra intervenir ce principe « à chacun ses besoins à chacun ses moyens » selon lequel il sera possible d'établir une moyenne pour construire les structures de base de l'habitat que chacun pourra aménager dans un second temps selon ses désirs personnels, ou collectifs. Il sera possible avec ces nouvelles structures, pour qui le souhaite, de changer de région, de logement. La coordination et la communication entre les personnes bénéficiant d'habitations aux conditions de confort équivalentes permettront à ceux qui le veulent d'établir des échanges. D'où la liberté de mouvement qui me paraît essentielle dans la société de demain. Mais pour qu'une révolution aboutisse il faut que les populations mangent à leur faim.

Pour la production alimentaire, un consensus global préalable devra être établi au niveau mondial. Il évaluera les besoins alimentaires moyens de chacun tant du point de vue quantitatif que qualitatif en rapport avec les ressources de la planète et dans une optique de préservation écologique. A partir de là, chaque zone rurale pourra être affectée pour une production spécialisée avec une éventuelle et très probable rotation des cultures. Chaque pôle de production sera en relation directe avec la demande en besoins et les structures de productions avec leurs machines appartiendront à ceux qui les font tourner. Il en sera de même pour les usines de transformation des matières premières alimentaires. La coordination se fera aussi au double niveau mondial et local.

Tout le monde pouvant manger correctement et suffisamment, le reste de l'économie pourra se stabiliser et se posera alors la question : Quelle place et quelle liberté aura celui qui souhaitera travailler dans les structures de production et jusqu'où ira la liberté de celui qui ne veut pas les intégrer ?

Cette question est importante, essentielle pour moi, parce qu'elle pose le problème de l'articulation entre liberté individuelle et socialisation des moyens de production. Et cette équation combinant ces deux éléments est sans doute la plus difficile à résoudre. Voilà ce que j'en pense : Le grand principe de la vie est l'échange. Cet échange peut être équilibré ou parasitaire. Il paraît évident que le choix à faire pour un fonctionnement social harmonieux est celui de l'échange juste ou positif, c'est à dire celui qui au bout du compte satisfait toutes les parties.

Chaque individu a un potentiel de travail et de créativité (je pense pour ma part qu'il est immense si il est débridé) Ce potentiel pourra par ailleurs se déterminer en établissant une moyenne entre ce qu'une personne souhaite obtenir et ce qu'une autre pense pouvoir être capable de donner du point de vue de sa force, de sa volonté et de son intérêt pour un travail. Cela établira un rapport besoin / travail.

Ceci fait, à partir des besoins exprimés globalement et localement, chaque individu ou groupe pourra établir sa propre pôle de production matérielle. D'autres pourront s'associer à lui par affinités et en fonction de l'évolution des demandes. Le résultat de leur travail sera partagé et leur permettra de décider de rester à un niveau restreint, laissant place à la création d'une autre structure similaire ou de développer leur outil de travail. Comment se créeront les pôles de production ? Pour les grosses structures : à partir de leur réalisation commune suite à un accord correspondant à un besoin exprimé. Pour les micro structures ou individuelles, ceux qui en auront le projet devront en convaincre de son utilité et de son intérêt afin que ceux ci l'aident à le démarrer (construction des locaux) Si un projet ne mobilise personne, son initiateur devra s'arranger seul pour le mettre en place, au

risque de se fatiguer pour rien. Les structures pourront donc se stabiliser ou grossir par associations. L'avantage qu'il tireront d'un tel développement sera d'évoluer dans une structure plus confortable et peut-être mieux adaptée technologiquement. Le travailleur y gagnera donc un meilleur confort au travail et une diminution de sa durée si elle est décidée en commun. De cette façon la taille des pôles de production s'établiront naturellement tout en laissant chacun conserver cette valeur moyenne de capacité de production qui lui servira de monnaie d'échange pour aller travailler dans une autre branche, dans une autre région, dans une autre dimension de structure. Son intégration dans son nouveau lieu de travail sera cependant soumise à l'approbation de ceux qui sont déjà en place et dépendra de l'évaluation de sa compétence, des besoins locaux, et de la volonté commune des travailleurs de développer leur structure. Sinon il pourra échanger sa place avec un travailleur isolé qui souhaite changer de façon de travailler.

Cette façon de fonctionner décrite succinctement pourra donc être applicable à toutes les branches de la nouvelle économie. Elle me semble, à l'étape actuelle de ma réflexion, associer plutôt harmonieusement socialisation et liberté individuelle. Bien des zones d'ombres persistent bien sur.

Je reste donc ouvert à toutes critiques, commentaires, discussion ou approfondissement.

kuhing le 30/07/2008 (texte écrit en mai 2008)

Discussion suite à quelques questions de Karlito

Karlito écrit :

... Peut on penser que les structures socio-économiques s'harmoniseront naturellement avec les tailles des communautés humaines ? ... Or il est indémontrable que ce système d'équilibre fonctionne quant bien même l'être humain tendrait à user de sa raison ou des moyens scientifiques et techniques à sa disposition. ... Comment donner de la force à la/les solution(s) préconisées par l'anarchisme ? Comment faire accepter les hypothèses libertaires ? Comment les rendre crédibles ?la perspective de l'anarchie appliquée à l'échelle du monde figure comme un épouvantail effrayant pour de nombreuses personnes....

Réponse de Kuhing :

Merci pour l'attention que tu as porté à mon texte et pour les réflexions que tu en tires. Voici les miennes que j'aurais aimé pouvoir développer plus. Je note 4 questions posées dans ton post que je ne prendrai pas dans l'ordre où elles apparaissent. Avant, je dirai que si nous avons affaire à une équation difficile à résoudre, il faut tout de même s'atteler à le faire parce que nous n'avons pas d'autre choix. En effet le système capitaliste mondialisé est facteur de misère voire de barbarie dans bien des cas et dans d'autres il ne répond plus aux conditions nécessaires à la survie d'un système qui se doit de progresser ou de disparaître. D'autre part les tentatives de planification « socialistes » centralisées de l'économie ont toutes abouties à la naissances de bureaucraties meurtrières pour finir à la remise en place d'un capitalisme plus sauvage encore. L'alternative est donc unique, c'est celle de l'anarchie qui est la coordination horizontale de l'économie associée à la suppression du salariat, la démocratie directe et l'évanouissement des états centralisés qui en découle naturellement. Voilà pourquoi il nous faut résoudre l'équation certes complexe qui permettra de prévoir qu'une société libertaire peut fonctionner. Tu dis : « il est indémontrable qu'un tel système fonctionne » Or si effectivement un système anarchiste généralisé à l'échelon planétaire n'a jamais existé, rien ne peut dire cependant qu'il ne pourrait pas fonctionner. Tâchons alors de voir pourquoi il le pourrait. Je trouve au moins trois bonnes raisons à cela : 1)Un système libertaire doit satisfaire l'ensemble des membres de la société, et s'il remplit ce contrat, il doit alors fonctionner de façon durable. 2)Un système économique respectueux de l'environnement doit fonctionner. 3)Un système qui parviendra à résoudre l'opposition possible entre liberté individuelle totale et collectivité, ce qui est pour moi la vocation de l'anarchisme, doit fonctionner. Reste maintenant à savoir comment ces trois conditions sont possibles et réalisables. Et, je pense que l'autogestion généralisée répond au 1er point, que la coordination planétaire par la démocratie directe permet de résoudre le 2ème et que la libre association en rapport avec les besoins exprimés répond au 3ème point. Tout ceci reste à développer et cela va peut-être s'éclaircir en abordant la seconde interrogation que tu poses :

« Les structures socio-économiques s'harmoniseront-elles ? » Concernant cette question, je pense qu'il faut prendre en compte deux facteurs : la coordination et l'auto régulation. Pour la coordination, je l'ai évoqué, les moyens de communication et de synthèse de l'information permettent dès aujourd'hui et permettront de mieux en mieux de gérer une concertation globale et locale à partir de la base En liaison avec les besoins. Chadagova (ex-Zoom sur C.A.) se posait la question si cette fonction pouvait passer par le net actuel et je crois qu'il serait plus approprié de créer un réseau numérique de communication et synthèse dédié uniquement à cette fonction rendant possible cette coordination horizontale. Sans rentrer trop dans les détails, peut-être sera-t-il nécessaire de mettre en place une structure tournante de modération humaine mais je serais plus favorable à un système de sécurisation logicielle. Ceci dans le but d'éviter toute hiérarchisation humaine pour la sauvegarde des propositions, discussions décisions et données. A partir de là un accord global sur projets, objectifs et mise en œuvre peut prendre forme. Personnellement la consultation générale devra d'abord se faire sur le recensement des moyens dont dispose l'humanité pour organiser sa production, force de travail et ressources naturelles, pour

décider de la façon dont ils seront utilisés. Si une telle consultation avait lieu je défendrais la position suivante : - mise en commun des ressources naturelles , intra et exo planétaire. -Utilisation d'énergies non polluantes renouvelables avec renouvellement à quantité au moins égale des quantités usées. Ceci impliquant bien sur un développement dans le domaine de la recherche scientifique. Dans la mesure où la notion de profit financier sera évacuée, je crois qu'un tel consensus, où chacun trouvera son intérêt, ne sera pas difficile à atteindre. Mais pour que ces décisions s'appliquent dans la pratique, il faudra que tous les processus de mise en place de la nouvelle société fassent dans le même mouvement et convergent vers le même objectif. Comment une tel mouvement pourra-t-il être possible ? Je conçois ce basculement révolutionnaire comme une réaction en chaîne dont tous les éléments seront réunis pour qu'elle se déclenche et aboutisse au résultat final : la société sans classe ni état. Pour en revenir à l'harmonisation spontanées des structures socio-économiques, là encore je crois à une auto régulation quasi naturelle de la fonction économique dès le moment où les intérêts de tous les acteurs de la société sont communs et qu'il ne soit pas possible objectivement qu'un groupe se forme au dépend d'un autre. Pour cela le fonctionnement de la nouvelle société libertaire doit être régit selon le principe « gagnant-gagnant ». Il est intéressant de rappeler à ce propos la façon dont s'organise la migration des oies sauvages qui transitent au printemps par le Canada pour regagner le Nord. Leur objectif commun étant le même, des chaînes plus ou moins longues s'organisent spontanément dans le ciel avec des groupes plus ou moins nombreux. En tête de chaque expédition, une oie sauvage prend la tête et guide le groupe, place la plus difficile à assumer. Ce poste sera ensuite occupé à tour de rôle par chacun des oiseaux qui s'en sentent capable. Avec un nombre de paramètres plus importants en rapport avec des besoins plus diversifiés, on peut envisager que la société libertaire pourra fonctionner selon ce principe. Ainsi, la mise en place des pôles de production par groupements d'affinité tels que décrit dans mon précédent message deviendrait automatique. Venons en maintenant à la troisième interrogation posée : « les personnes se cramponnent à ce qu'elles ont déjà et cela constitue un frein au changement » La réponse à ça me paraît simple : la société libertaire basée sur une autogestion généralisée horizontale, permettant une cohabitation harmonieuse entre liberté individuelle totale et fonctionnement collectif, offrira infiniment plus que ce qu'il est possible d'avoir aujourd'hui et ceci pour toutes les couches sociales existantes aujourd'hui dans nos sociétés. Comment est-ce possible ? Tout d'abord parce que la suppression de la rentabilité financière comme but ultime et moteur du capitalisme entraînera une très forte augmentation des forces productives. En effet la production, n'ayant plus pour but la vente pour augmenter le capital par une plus value financière, sera libérée du carcan de la concurrence qui bloque le plein emploi et amène à la confection de marchandises de mauvaise qualité qui peuvent être achetées par les pauvres et doivent être également renouvelés fréquemment. Dans une économie autogérée sans profit financier, le seul objectif sera la création de denrées d'une qualité optimale, durable, réalisées avec des matériaux recyclables puisque les sciences et techniques évolueront aussi beaucoup plus rapidement. Nous pourrions aussi parler de la suppression de ce travail énorme et inutile que constitue la publicité. Travail qui serait utilisé à des fins plus constructives. Vient ensuite la suppression naturelle de cette couche très fournie des administrateur du système capitaliste qui demande la mobilisation de plus en plus d'intelligences pour trouver les artifices nécessaires à la poursuite du système actuel. Toutes ces compétences seront désormais libérées pour se consacrer à l'essor du bien-être de l'humanité dans sa collectivité et ses individualités. Que dire ensuite de l'armée impressionnante de ceux dont la tâche aujourd'hui consiste à maintenir l'ordre et la répression ainsi que les structures qui y sont associées : Armées, police, justice, personnel politicien , agents de contrôles de toutes sortes. Il ne s'agira aussi pour ces personnes de mettre leurs compétences au service de tâches réellement utile à la collectivité comme à leur propre individualité. Ceci concerne la production des biens matériels, de services, de création artistique et intellectuelle. L'autre avantage créé par le passage à la société libertaire concernera l'aménagement de l'espace. Comme je l'ai indiqué , l'abolition du système capitaliste amènera l'annulation de la concentration géographique Qu'il entraîne. De nouveaux espaces seront aménagés permettant à chacun et à tous de jouir d'une superficie suffisante à son plein épanouissement. En fonction des besoins et désirs de chacun , des structures collectives pourront aussi être créés que ce soit pour le logement, la restauration ou les transports. Enfin le troisième acquis sera moins palpable mais pourtant essentiel. Il concernera ce sentiment de sérénité qui accompagne les rapports sociaux fondés sur la justice. Tout le monde sait ou peut sentir que la possession de biens matériels n'est pas une condition suffisante pour l'accession au bonheur possible seulement avec un environnement social sain et des relations fraternelles entre les hommes et les femmes. L'expression « l'argent ne fait pas le bonheur » et on pourrait rajouter « surtout lorsqu'il est mal gagné » n'a sans doute jamais été aussi vérifiée qu'aujourd'hui. Et on peut penser à ces personnes fortunées qui anesthésient leur mal-être dans des artifices sans cesse renouvelés que ce soit les drogues ou ces divertissements tristes et vides de sens. Nous pourrions parler aussi du stress au travail qui gagne toutes les catégories de la population. Voilà donc en quelques lignes des raisons qui expliquent en quoi la quasi totalité des personnes ont tout intérêt à un changement structurel de société.

Terminons enfin par ta dernière réflexion : « l'anarchie à un niveau mondial est un épouvantail qui effraye de nombreuses personnes » Certes l'inconnu fait souvent peur même aux audacieux. Cependant , même si un niveau de conscience suffisant est requis pour franchir le pas et risquer le changement, les révolutions sont avant tout le résultat d'une situation objective qui , je crois, prime sur le facteur idéologique. A un moment, il faudra

donc plonger et si le bain pourra sembler un peu frais pour certains, la nécessaire agitation qui s'en suivra réchauffera tout le monde.

kuhing (texte écrit en Mai 2008)